



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle

1027 Avenue Adolphe Turrel
11210 Port-La-Nouvelle

Réf : 2024-157-PR

Code AIOT : 0006600261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement FRANGAZ, implanté 1027 Avenue Adolphe Turrel 11210 Port-la-Nouvelle.

L'inspection a été annoncée le 28/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle qui prévoit une inspection annuelle au minimum pour les établissements Seveso seuil haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle
- 1027 Avenue Adolphe Turrel 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006600261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement FRANGAZ de Port-La-Nouvelle (11) assure actuellement la réception de GPL vrac par wagons-citernes et camions-citernes, l'expédition de GPL vrac en camions-citernes, ainsi que l'emballage et la manutention de bouteilles.

Construit initialement en 1965, ce dépôt a exploité jusqu'à 3 sphères aériennes de GPL qui ont été démantelées en 2011 suite à la mise en service, en 2009, de 3 réservoirs sous-talus (RST) en sarcophage.

Le site se trouve sur la commune de Port-La-Nouvelle (PLN), dans le département de l'Aude, dans la zone industrielle nord, sur un terrain d'une superficie de 34 000 m². Le centre est bordé au nord et à l'ouest par des salins, à l'est par le dépôt GPL ANTARGAZ, au sud par des voies ferrées desservant la zone industrielle portuaire du port de Port-la-Nouvelle puis la route CDn 703.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-11-3983 du 19/12/07 a pris acte du changement d'exploitant (devenu FRANGAZ) et des modifications liées aux réservoirs en sarcophage et a réactualisé les prescriptions techniques applicables sur le site. Cet arrêté constitue l'acte administratif de référence.

Cet arrêté a été modifié et complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2010-11-1383 du 20/05/10 relatif à la mise en œuvre des mesures de maîtrise du risque, qui a fait suite à la révision de l'étude des dangers de l'établissement, dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la zone portuaire de Port-la-Nouvelle ;
- l'APC n°2011-017-0014 du 22/04/11 qui modifie les prescriptions de lutte contre un incendie et prend en compte la suppression d'un poste de déchargement wagon ;
- l'APC n° 2018-031 du 10/07/18 qui fixe les éléments attendus suite aux modifications de certaines tuyauteries situées aux postes de dépotage des wagons et dans le cadre de l'instruction de la version révisée de l'étude de dangers ;
- l'APC n° 2019-025 du 20/06/19 qui a fait suite à l'instruction de la révision de l'étude des dangers ;
- l'APC n° 2020-027 du 13/07/2021 qui modifie les conditions de stockage des bouteilles.

L'antériorité par rapport à la suppression de la rubrique n° 1412, remplacée par la rubrique 4718, a fait l'objet d'une déclaration de FRANGAZ par courrier du 23/02/15.

L'antériorité par rapport à la modification de la rubrique n° 4718 par le décret n°2017-1595 a fait l'objet d'une déclaration de FRANGAZ par courrier du 03/04/18.

Le classement du dépôt est le suivant :

- rubrique n° 4718-1a : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) : Stockage en récipients à pression transportables en quantité supérieure ou égale à 35 tonnes
- rubrique n° 4718-2a : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) : stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs en quantité supérieure ou égale à 50 tonnes
- rubrique n° 1414 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : régime de l'autorisation : Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs et de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammable soumis à autorisation.

Ce dépôt est classé SEVESO haut au sens de l'article R. 511-10 la quantité de GPL étant supérieure à 200 t.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	MMRi – volet « prise d'information »	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	MMRi – volet « système de traitement »	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	MMRi – volet « actionneur »	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Test de la MMRi	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Étude de dangers et analyse des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et 7.2
2	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
3	Informations minimales attendues dans l'EDD	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Annexe III
4	Mesures de Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
9	Gestion des MMR – gestion des anomalies	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la gestion des mesures de maîtrise du risque (MMR) sur le dépôt en examinant la démarche globale mise en place et en s'appuyant sur l'examen approfondi d'une des MMR instrumentée en vigueur.

La MMRi contrôlée semble globalement répondre aux attendus (efficacité, fiabilité, disponibilité, testabilité).

Concernant les points de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 2 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers et analyse des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : <p>L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du Code de l'environnement.</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du Code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels.</p> <p>Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p>
Constats : <p>La mise à jour de l'étude des dangers du centre emplisseur de GPL FRANGAZ de Port-la-Nouvelle a fait l'objet d'une instruction qui s'est étalée sur les années 2016 à 2019 et qui a abouti à l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/06/2019 qui a en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">• prescrit la mise en forme de l'étude de dangers de référence afin de disposer d'un document unique reprenant les différents compléments à l'étude des dangers de 2015 ;• fixé la date du prochain réexamen quinquennal au 08/11/2023. <p>L'étude des dangers (EDD) mise en forme a été adressée à l'inspection. Ce document dont la référence est 082823C001-122 RT P329 0001 rév0 du 22/04/2021, constitue l'étude de danger de référence pour le centre emplisseur de GPL de Port-la-Nouvelle.</p> <p>La notice de réexamen a également été adressée à l'inspection et a fait l'objet d'une instruction qui a conclu (rapport du 20/06/2024) à l'absence de nécessité de réviser et mettre à jour l'étude des dangers.</p> <p>Les événements redoutés correspondent à une fuite de GPL suite à une brèche ou rupture partielle ou totale d'une canalisation de gaz, un rejet de GPL en soupape d'un RST, une accumulation de GPL dans une zone encombrée.</p> <p>Pour chacun des événements redoutés retenus dans l'analyse préliminaire des risques, l'étude des dangers quantifie les effets, la probabilité et la cinétique de leurs conséquences.</p> <p>À l'issue de l'analyse préliminaire des risques, certains « événements redoutés » ont été retenus pour faire l'objet d'une analyse détaillée des risques.</p> <p>Au cours de l'analyse détaillée des risques les mesures de maîtrise des risques (MMR) ont été définies. Parmi ces MMR, 7 Mesure de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) sont valorisées dans les nœuds papillons utilisés pour modéliser la gravité des phénomènes dangereux.</p> <p>Parmi ces barrières, la MMRi 4 « Isolement du poste de déchargement camion sur détection gaz par déclenchement du CISC » a été examinée plus particulièrement lors de l'inspection. Cette barrière correspond à l'évènement redouté n°ER6 « Rupture d'un bras liquide de chargement d'un camion-citerne ».</p> <p>L'exploitant précise que les opérations de déchargement des camions sont programmées suite à un défaut de livraison par wagons ce qui est plutôt rare (environ une dizaine d'opérations par an, la dernière a été réalisée le 02/10/2024).</p>

Observation formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Les MMRI sont identifiées dans l'étude des dangers (EDD) de référence, dans un tableau figurant à l'annexe 6 « Réponse aux points F et G » de l'annexe 14 « Réponses à la DREAL aux questions notifiées dans l'AP – comparaison de L'EDD 2007/2009 et de celle de 2015 ».

L'inspection constate que ce tableau est difficile à retrouver et ne permet pas d'identifier aisément les Mesures de Maîtrise des Risques instrumentés qui ont été valorisés dans l'EDD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. [...]

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

À l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

Cf point de contrôle précédent : 7 MMRI sont valorisées dans les nœuds papillons utilisés pour modéliser la gravité des phénomènes dangereux, notamment :

À noter que certaines mesures de maîtrise de risques ne sont pas spécifiques au dépôt de FRANGAZ puisque prévues par la réglementation nationale et notamment par l'arrêté ministériel du 02/01/08 modifié relatif aux stockages contenant plus de 50 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718.

La société FRANGAZ a regroupé les fiches de vie relatives au MMRI dans un document dont la référence est Technip 066680C001-219 RT P321 001 Rév0 du 11/04/2016.

Les MMRI valorisées sont plus précisément identifiées dans le tableau 2 : « MMRI valorisables vis à vis des ER analysés dans l'ADR de l'EDD 2015 » situé au § 4 « Description des MMRI » du document Technip 066680C001-219 RT.

Ce document précise que le guide DT93 mis en place par la profession, reconnu par le ministre chargé de l'environnement, a été retenu pour définir les principes d'une méthodologie visant à prévenir le vieillissement des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (MMRI).

Les fiches de vie des MMRI définissent l'état 0 et les données nécessaires au suivi (programme de surveillance et le plan de surveillance notamment).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Informations minimales attendues dans l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : §6. Mesures de maîtrise des risques. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
Constats : Cf points de contrôle précédent. Le tableau figurant en annexe 6 de l'annexe 14 à l'EDD (cf observation formulée au point de contrôle n°1) identifie parmi les MMR retenue, si la MMR est considérée comme une MMRI. Pour chaque MMRI il a été rappelé : <ul style="list-style-type: none">• Les équipements la constituant ;• Le niveau de performance de chaque équipement (taux de défaillance, testabilité, probabilité de défaillance, etc.) ;• Le niveau de performance global de la MMRI (PFDavg, efficacité, temps de réponse). Le document dont la référence est Technip 066680C001-219 RT P321 001 Rév0 du 11/04/2016 regroupe les fiches de vie des 7 MMRI valorisées. Ce document confirme (§2.2) que FRANGAZ considère comme MMRI à suivre dans le cadre du plan de vieillissement des installations, toutes les MMR qui répondent à la définition d'une MMRI (au sens de l'arrêté du 4 octobre 2010) valorisées vis-à-vis des ER traités en Analyse Détaillée des Risques. Chaque fiche de vie précise : <ul style="list-style-type: none">• les caractéristiques de l'équipement ;• l'évènement sollicitant l'équipement ;• le dimensionnement ;• les contraintes spécifiques ;• le temps de réponse ;• le niveau de confiance ;• la maintenabilité. En préparation de l'inspection l'exploitant a également transmis le registre des MMR listant la liste des équipements faisant partie des MMR et précisant pour chacun d'eux, les références des procédures de suivi et de maintenance, les modalités de test et contrôle et critères d'acceptation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none">• le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...]
Constats : <p>Comme indiqué dans le point de contrôle n°1, l'inspection a porté en particulier sur la MMRi 4 « Isolement du poste de déchargement camion sur détection gaz par déclenchement du CISC ».</p> <p>Une MMRi est une MMR constituée par une chaîne de traitement comprenant une prise d'information (capteur, détecteur...), un système de traitement (automate, calculateur, relais...) et une action (actionneur avec ou sans intervention d'un opérateur).</p> <p>La MMRi 4 est composée :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'une fonction détection assurée par un ensemble de détecteurs gaz positionnés sur le site• d'une fonction traitement de cette information par un automate• d'une fonction action qui va agir pour supprimer l'alimentation de la fuite en amont (côté camion) <p>Concernant les procédures applicables, le document référencé FO 14 PLN V7 « Registre des MMR » récapitule les équipements faisant partie des Mesures de Maîtrise des risques et les procédures de suivi et de maintenance associées.</p> <p>L'inspection a pour objectif de s'assurer que cette MMRi est conforme aux attendus (efficace, fiable et disponible) et vérifier son temps de réponse.</p> <p>Ces contrôles sont détaillés dans les fiches suivantes (fiches n° 5 à 9).</p> <p>Au regard de leur caractère sensible, les détails de la MMRi sont disponibles uniquement en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MMRi – volet « prise d'information »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
Constats : <p>L'inspection a retenu par sondage la MMRi 4 « Isolement du camion en phase de déchargement par déclenchement du Coupleur intelligent de Sécurité Camion (CISC) sur détection gaz ».</p> <p>Cette MMRi correspond à l'évènement redouté « ER 6 CC : Rupture d'un bras de déchargement</p>

camion en phase de déchargement ».

Excepté le clapet de camion les différents équipements ont fait l'objet d'une fiche de vie (le clapet de fond du camion ne fait pas l'objet d'une fiche car la maintenance et le suivi dans le temps n'est pas à la charge de FRANGAZ mais du transporteur).

La fiche de vie précise que l'implantation des détecteurs de gaz a fait l'objet d'une analyse réalisée par TECHNIP en 2009 visant à estimer la pertinence de la localisation des détecteurs. Depuis cette étude, des détecteurs ont été ajoutés par FRANGAZ sur sa propre analyse (3 détecteurs n°14, 15, 16, au nord-ouest à proximité de la zone de stationnement des wagons en attente).

Les documents suivants ont été transmis à l'inspection en préparation de l'inspection :

- Plan des détecteurs gaz ;
- Mode opératoire du test et/ou étalonnage des détecteurs gaz (MO52 PLN-V2)
- Consigne d'exploitation « Contrôle des détecteurs gaz fixes et mobiles » (CE23 PLN-V4)

La consigne d'exploitation CE23 précise que le contrôle des détecteurs comprenant l'étalonnage doit être réalisé tous les 6 mois par le fournisseur.

Cette périodicité apparaît cohérente avec les données fournisseur et les recommandations de la profession pour ce type de détecteurs.

L'ensemble des documents de suivi des MMRI est accessible depuis le logiciel de gestion de maintenance GMAO « CORIM ».

L'inspection a contrôlé par sondage :

- les dates des derniers contrôles ;
- le dernier rapport de contrôle datant du 29/05/2024, présenté en séance ;
- un exemple de fiche de suivi d'un dysfonctionnement sur détecteur gaz (FO 41 FRZ V0 du 26/07/2024 : le détecteur DG21 se mettant seul en calibration).

En cas d'anomalie les actions à mettre en œuvre sont précisées dans le document CS 01 PLN V1 « Consignes de sécurité gestion des marches dégradés ».

Concernant les détecteurs de gaz cette consigne prévoit :

- en cas de défaillance ou d'inhibition d'un seul détecteur : assurer des rondes régulières avec le détecteur portatif ;
- en cas de défaillance de plus d'un détecteur y compris le cas où aucun détecteur ne fonctionne : assurer des rondes permanentes avec le détecteur portatif.

L'inspection note en particulier que la consigne ne prévoit pas la mise à l'arrêt de l'exploitation même si la totalité des détecteurs ne fonctionne plus.

Le jour de la visite il n'y avait aucun camion en chargement ou déchargement.

Au cours de la visite l'inspection a demandé la réalisation d'un test de bon fonctionnement d'un détecteur gaz (par sondage ; n°21) amenant la mise en sécurité et le déclenchement des canons à eau du poste camion. Délai de mise en route des canons environ 10s après alarme.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit définir plus précisément les conditions et les modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité, notamment des détecteurs de gaz, ainsi que les mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : MMRI – volet « système de traitement »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : Concernant le volet « système de traitement », le site est équipé d'un automate de sécurité (APiDS). FRANGAZ présente en séance la fiche de vie qui précise en particulier les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• dispositif SIL3, comprenant 2 automates dont un redondant ;• en cas de perte d'alimentation il est secouru par 2 onduleurs d'autonomie 30 min ;• l'automate et l'onduleur doivent faire l'objet d'un contrat de maintenance annuel ;• en cas de défaillance de l'APiDS l'exploitation est arrêté et le site mis en sécurité. FRANGAZ précise que les 2 automates ont été remplacés en décembre 2023. Actuellement la maintenance/révision/contrôle des automates ne fait pas l'objet d'un contrat avec un prestataire. FRANGAZ présente toutefois un devis daté du 23/10/2023 concernant la commande d'un contrôle des automates pour 2025. À la demande de l'inspection FRANGAZ présente un exemple de fiche d'anomalie sur l'automate : formulaire FO FRZ V1 « Information et traitement des incidents / accident » (événement recensé sur la GMAO). Cet événement ancien (20/07/2014), concerne la défaillance de l'alimentation électrique de l'automate ayant entraîné l'arrêt d'exploitation. L'évènement a eu lieu le week-end, l'exploitation étant à l'arrêt, les alarmes ont été prises en charge par l'astreinte. D'après la chronologie l'évènement s'est produit le samedi 20/07/2014 à 11h et a été solutionné le mardi 23/07/2014 à 9h (après réception d'une nouvelle alimentation le 22/07/2014 à 15h30). Cette fiche confirme (cf § plan d'action) la nécessité de finaliser le contrat de maintenance de l'automate. Le volet « Temps de réparation » de la fiche de vie ne donne pas d'information précise sur le temps de réponse en cas de panne ni sur la disponibilité de pièces de rechanges sur site (1ère urgence) ainsi qu'à disposition chez le fournisseur. En cas de perte de l'automate de sécurité le document CS 01 PLN V1 « Consignes de sécurité gestion des marches dégradés » prévoit l'arrêt d'exploitation du site, sachant que des rondes de surveillance permanentes par le personnel sont prévues en cas de perte d'une partie des fonctions de l'automate. L'inspection note que les fonctions de sécurité ne sont plus assurées en cas de perte de l'automate (détection gaz, détection feu, mise en route des moyens incendie en cas de besoin...). L'inspection note que la GMAO prévoit des tests de l'automate à fréquence mensuelle, trimestrielle et annuelle (consignes générales du Groupe d'après l'exploitant). L'enregistrement des tests sur la GMAO suivant ces fréquences a été vérifié par sondage. Ces tests ne sont pas prévus sur la fiche de vie. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">➤ la fonction de maintenabilité de l'automate prévue par l'article 4 de l'AM du 29/05/2005 n'apparaît pas suffisamment assurée en l'absence de contrat avec le fournisseur de l'automate et de l'onduleur, définissant le temps de réponse en cas de panne, les

<p>disponibilités des pièces, etc. ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les mesures prévues en l'absence de fonctionnement de l'automate doivent être précisées, l'arrêt d'exploitation n'est pas suffisant pour justifier de la mise en sécurité du site ; ➤ La fiche de vie de l'automate doit être mise à jour pour tenir compte du remplacement de l'automate, des fréquences de test prévue par les prescriptions groupe, des demandes formulées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : MMRI – volet « actionneur »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le volet « actionneur ».</p> <p>L'événement redouté « rupture d'un bras de déchargement d'un camion-citerne » entraîne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contributeur amont : la fermeture du clapet de fond camion déclenchée par CISC ; • contributeur aval : la fermeture du clapet de rupture au niveau du bras. <p>Le clapet de rupture au niveau du bras ne répond pas à la définition de MMRI.</p> <p>L'actionneur de la MMRI 4 correspond au système Coupleur intelligent de Sécurité Camion (CISC) qui commande la fermeture du clapet de fond camion.</p> <p>À noter que le déclenchement d'une alarme sur détection de gaz entraîne la mise en sécurité du dépôt, prise en compte par d'autre MMRI et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'isolement du poste de déchargement camions (MMRI 2C → fermeture des vannes de pied de bras de chargement) ; • et/ou l'isolement de l'expédition (MMRI 1 → fermeture de la vanne d'isolement sur le piquage de soutirage RST). <p>Le CISC permet de fermer le clapet de fond soit en actionnant l'un des boutons d'arrêts d'urgence du camion, soit sur mise en sécurité du poste ou du site.</p> <p>La fermeture du clapet est réalisée par la chute de la pression en coupant l'alimentation pneumatique et purgeant le circuit d'air.</p> <p>Le temps de réponse mentionné dans la fiche de vie est <10s.</p> <p>FRANGAZ présente en séance la fiche de vie :</p> <p>La fiche précise que si le CISC ne fonctionne pas, l'autorisation de transfert de produit n'est pas donnée par le système instrumenté de sécurité.</p>

<p>La fiche de vie prévoit la possibilité d'inhiber le CISC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si un camion n'est pas équipé d'un coupleur pneumatique (sinon le transfert de produit est impossible) ; • en cas de défaillance du CISC. <p>En cas d'inhibition la mesure compensatoire correspond à la présence en permanence du chauffeur (équipé d'un dispositif homme mort) qui actionne le bouton d'arrêt d'urgence du camion en cas de besoin.</p> <p>La fiche de vie prévoit (§ Période de test) la réalisation d'un test annuel consistant au déclenchement d'une mise en sécurité des installations lors d'un transfert de produit puis vérification de l'arrêt du transfert et vérification de la fermeture du clapet de fond en vérifiant que le réseau d'air du camion est bien purgé.</p> <p>FRANGAZ précise que le site est équipé de 2 CISC, un pour le chargement le 2^e pour le déchargement. Le CISC du poste de chargement n'est pas valorisé puisque le chargement s'effectue en pluie et la rupture du bras de chargement n'entraîne pas de fuite en phase liquide provenant du camion.</p> <p>FRANGAZ confirme que les CISC font l'objet d'un contrôle par la société SOGIMAPE. Le rapport du dernier contrôle du 01/07/2024 est présenté. Compte tenu de l'absence de camions lors des contrôles, le test est réalisé sans camion et sans transfert de produit.</p> <p>Concernant le contrôle du clapet du camion, FRANGAZ précise que les procédures Groupes prévoit en particulier que la vérification de l'étanchéité des clapets des camions citernes doit faire l'objet d'un contrôle annuel par le transporteur.</p> <p>FRANGAZ confirme que la réalisation effective de ce contrôle n'est pas vérifiée, notamment à l'arrivée des camions sur le site.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La fiche de vie du CISC doit être mise à jour pour tenir compte des conditions de réalisation des tests de fonctionnement ; ➤ La vérification de la conformité des camions à l'arrivée sur site doit comprendre la justification de la réalisation annuelle du test de contrôle de l'étanchéité des clapets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Test de la MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que tous les éléments constituant des MMRI sont régulièrement testés.</p> <p>Les périodicités et modalités des tests sont formalisées dans des instructions de maintenance générées par la GMAO, par des procédures internes de FRANGAZ ou de l'entreprise extérieure</p>

<p>réalisant la prestation de vérification.</p> <p>La notice fournisseur est également utilisée en complément des procédures existantes.</p> <p>Les résultats des tests sont enregistrés sur la GMAO.</p> <p>Les périodes de test sont définis au § 6.11 du document Technip 066680C001-219 RT P321 001, à savoir, concernant la MMRI 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détecteur de gaz : 6 mois ; • automate de sécurité : 6 mois lors du test des capteurs ; • CISC + clapet de fond camion : 12 mois. <p>Les résultats des tests sont présentés en séance à l'aide de la GMAO.</p> <p>Les fiches de vie « équipements » comprennent un chapitre « Temps de réponse ».</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les conditions de réalisation des tests de la boucle complète des MMRI, en lien avec la fiche FO15, doivent être précisées dans une procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Gestion des MMR – gestion des anomalies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. [...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]</p>

Constats :

L'ensemble des équipements sont à sécurité positive ; le site est mis automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande.

Le document CS 01 PLN V1 « Consignes de sécurité gestion des marches dégradés » prévoit les conditions de marche dégradée en cas de défaillance d'un équipement ou de l'inhibition d'un équipement (à des fins de travaux par exemple).

Cf points de contrôle précédent : Les anomalies des mesures de maîtrise des risques :

- sont enregistrées et suivies par un logiciel de GMAO,
- font l'objet d'un rapport mentionnant les actions correctives qui ont été menées.

FRANGAZ confirme que l'évolution et les délais de traitement des actions préventives et correctives font l'objet de revue périodique dédiée à la maintenance du site.

Type de suites proposées : Sans suite